

# Collectif Sauvegarde des Cimetières d'Oranie



## **COMMUNIQUE**

### **LE COMPTE N'Y EST PAS**

Le 11 Mai 2010 Monsieur Maxime Tandonnet, Conseiller au cabinet du Président de la République, a reçu à sa demande, Monsieur Antoine Candela, Président du CSCO accompagné de Messieurs Gérard Garcia et Jean-Felix Vallat, en compagnie de Monsieur Eric Diard, Vice Président de l'intergroupe « rapatriés », du Directeur du Ministère des Affaires Etrangères en charge des cimetières à l'étranger et de Monsieur le Président de la M.I.R.

Après le rappel par Monsieur le conseiller de la préoccupation du Président de la République sur ce dossier, la délégation a rappelé l'état intolérable des cimetières chrétiens et juifs d'Oranie, lieux de mémoire algéro-français.

Il a été rappelé au Directeur du Ministère des Affaires Etrangères la plateforme des rapatriés du 25 novembre 2009. Ce dernier a indiqué la priorité du dossier de l'Oranie, le rattrapage nécessaire pour notre région et proposé une réunion de concertation avec les associations.

La délégation du CSCO a souligné l'urgence, la priorité pour l'Ouest algérien de la remise en état des sépultures profanées et de la sécurisation des cimetières. Elle s'est réjouie de la proposition d'une concertation qu'elle appelle de ses vœux, afin d'établir un calendrier de mise en œuvre. Elle souhaite être informée des mesures déjà prises. Elle a rappelé l'expérience du terrain, la capacité d'expertise, de conseil des associations spécialisées sur les anciens départements français, pour la question des cimetières.

La délégation du CSCO rendra compte lors de ses prochaines instances puis aux associations signataires de la plateforme, avant de communiquer plus largement. Elle souhaite vivement voir cette concertation se faire dans les meilleurs délais et dans tous les cas avant l'été.

Le plan d'action relatif aux sépultures civiles françaises en Algérie n'est pas, pour l'instant, mis en œuvre de façon satisfaisante. Un geste fort et symbolique est attendu de Monsieur le Président de la République sur ce dossier.

Le Bureau National du CSCO